

LA LETTRE ECO

N°123

18 avril 2015

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°123

Le Coin des Epargnants

- Les arbres ne montent pas au ciel
- Le G20 joue au père fouettard
- Le pétrole, petit rebond technique

Si vous étiez absent cette semaine...

- Le FMI veut de l'audace et de la rigueur
- France, en attendant le retour de la croissance
- En attendant de sentir le vent de la croissance, les Européens épargnent
- La Chine freine

Le Coin de la Conjoncture

- Etats-Unis, mais où se cache la croissance ?
- La Finlande, le pays du Nord qui n'est pas un modèle

Le Coin des Tendances

- Le Français, un angoissé qui ne s'ignore pas
- La nouvelle économie de la musique

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats 17 avril 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	5 269	-1,85 %	4 272
Dow Jones	17 826	-1,28 %	17 823
Nasdaq	4 931	-1,28 %	4 777
Dax Allemand	11 688	-5,54 %	9 805
Footsie	6 994	-1,34 %	6 566
Eurostoxx	3 674	-3,74 %	3 146
Nikkei	19 652	-1,28 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (17 avril 2015)	0,3580	-9 pb	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,077	-7 pb	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	1,888	-5 pb	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (vendredi 17 avril 17 H 30)	1,0780	+1,69 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars 1^{er} fixing Londres (vendredi 17 avril)	1204,5	+0,22 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (vendredi 17 avril 17 H 30)	64,830	+10,30 %	57,54

Les arbres ne montent pas au ciel

Avec le retour de la Grèce sur le devant de la scène après quelques semaines de répit, il n'est pas étonnant que les investisseurs se montrent nerveux. Paris a connu sa plus mauvaise semaine de l'année. Les informations sur une éventuelle cessation de paiement de l'Etat grec qui éprouve des difficultés pour payer ses fonctionnaires ont créé une petite onde de choc. La Grèce devrait avoir épuisé toutes ses réserves pour verser les traitements du mois d'avril aux fonctionnaires et aux retraités. Sans nouvel aide, la Grèce sera incapable de rembourser 950 millions d'euros au FMI le

12 mai prochain. Une réunion de travail du groupe de Bruxelles (nouveau nom de la Troïka) samedi 18 avril 2015 a été organisée afin de préparer celle de l'Eurogroupe du 24 avril. Plusieurs experts doutent de l'obtention d'un accord pour cette semaine. Des tensions sont à attendre en début de semaine sur les marchés...

Les créanciers de la zone euro pourraient tenir leur promesse de 2012 qui prévoyait de réduire le poids de la dette grecque mais à la condition que la Grèce mette en œuvre les réformes prévues dans le cadre du plan d'aide international. « Si nécessaire, on peut faire davantage », a déclaré Jeroen Dijsselbloem lors d'un séminaire à Washington. « Je m'en tiendrai à ma part du contrat », a-t-il ajouté en référence à la promesse faite en novembre 2012 à la Grèce par les ministres des Finances de la zone euro de l'aider si son gouvernement respectait ses engagements de mettre en œuvre des réformes. Si aucun effacement n'est prévu, un allongement des échéances ou la réduction des taux d'intérêt sont envisagés.

Le G20 joue les pères fouettards

Les déclarations du G20 et du FMI ont rappelé que le retour de la croissance ne signifiait pas la fin des problèmes. Le G20 a ainsi insisté sur les risques de volatilité accrue des marchés financiers en raison de la divergence probable des politiques monétaires. Les représentants du G20 ont demandé à ce que le financement par le marché « remplisse son rôle dans le soutien à l'économie réelle tandis que les risques d'instabilité financière doivent faire l'objet d'une réglementation et d'une surveillance adaptées ».

Le pétrole, petit rebond technique

Le baril de Brent est repassé au-dessus des 60 dollars en hausse de plus de 10 % en une semaine. Cette hausse est avant tout une réaction épidermique à l'annonce d'une progression moins élevée que prévu des stocks de brut la semaine dernière aux Etats-Unis. Même s'ils sont toujours à des niveaux record, les stocks de pétrole américains, à 483,69 millions de barils, n'ont augmenté que de 1,3 million de barils (semaine 14), soit la plus faible progression depuis la semaine du 2 janvier. Cette hausse est nettement inférieure aux 4,1 millions de barils attendus par les analystes. Par ailleurs, la demande en pétrole aux Etats-Unis, en zone euro et en Inde est légèrement supérieure aux attentes. Néanmoins, le retour de l'Iran et l'augmentation continue de la production américaine devraient annihiler les petites tensions à la hausse. Aucun retournement du marché n'est attendu avant la fin de l'année.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE...

Le FMI veut de l'audace et de la rigueur...

Le FMI a rendu public ses prévisions du printemps et son rapport sur la stabilité financière. Si l'organisation n'a pas révisé le taux de croissance de l'économie mondiale, elle a rehaussé celui de la zone euro et abaissé celui de la Chine.

Le taux de croissance de l'économie mondiale devrait donc avoisiner 3,5 % en 2015 et 3,8 % en 2016. Celui de la zone euro serait respectivement de 1,5 et 1,6 % et celui des Etats-Unis de 3,1 % tant pour 2015 que pour 2016.

L'économiste du FMI, Olivier Blanchard, n'a pas fait preuve lors de la présentation des prévisions d'un optimisme débridé. Il a même indiqué qu'une nouvelle crise financière était possible. Il a souligné que « plusieurs forces complexes déterminent les perspectives de l'économie mondiale. Les séquelles de la crise financière et de la crise dans la zone euro, à savoir des banques fragiles et un endettement élevé des secteurs publics, des entreprises et des ménages, continuent de peser sur les dépenses et sur la croissance dans certains pays. La faiblesse de la croissance ralentit le désendettement ». Il a insisté sur le fait que l'économie mondiale devait faire face à une combinaison dangereuse avec le vieillissement de la population, la baisse de l'investissement et la croissance languissante de la productivité. A ses yeux, il y a un véritable risque de baisse sensible de la croissance potentielle dans les pays avancés et les pays émergents.

Au-delà ces craintes, en 2015, le FMI a confirmé que la croissance mondiale sera portée au niveau des pays avancés par la baisse des cours du pétrole. La croissance devrait passer de 1,8 % l'an dernier à 2,4 %.

Aux États-Unis, la croissance devrait dépasser 3 % en 2015 - 2016. La demande intérieure devrait profiter de la baisse des prix du pétrole, d'un ajustement budgétaire plus modéré et du soutien persistant d'une politique monétaire accommodante, en dépit de la hausse progressive attendue des taux d'intérêt et de l'impact de l'appréciation du dollar sur les exportations.

Après un deuxième et un troisième trimestres médiocres en 2014, la croissance dans la zone euro devrait progresser avec la baisse des prix du pétrole, le faible niveau des taux d'intérêt et l'affaiblissement de l'euro.

Au Japon, après une année 2014 décevante, la croissance devrait aussi se relever en raison de l'affaiblissement du yen et de la baisse des prix du pétrole.

Les prévisions de croissance pour la plupart des pays émergents et des pays en développement se dégradent légèrement. Dans ces pays, la croissance devrait ralentir de 4,6 % en 2014 à 4,3 % en 2015.

La baisse des prix du pétrole pèsera sur la croissance des pays exportateurs de pétrole.

Pour le FMI, les autorités chinoises devront se soucier de réduire la vulnérabilité liée à la récente croissance rapide du crédit et de l'investissement. L'organisation prévoit dans ce pays la poursuite du ralentissement de l'investissement, en particulier dans l'immobilier.

Pour l'Amérique latine, le FMI n'est guère optimiste. Une baisse de la croissance est attendue en raison de la diminution des prix des produits de base. Les perspectives de croissance pour le Brésil souffrent d'une sécheresse, du durcissement de la politique macroéconomique et du manque de confiance du secteur privé.

La croissance dans le groupe des pays à faible revenu devrait rester élevée en passant simplement de 6 à 5,5 % de 2014 à 2015 avant de rebondir en 2016 grâce à l'augmentation de la demande extérieure en provenance des pays avancés qui sont des partenaires commerciaux.

Le FMI considère qu'il est nécessaire de surveiller l'appréciation du dollar qui pourrait provoquer des tensions financières ailleurs, en particulier dans les pays émergents. Il s'inquiète des variations potentielles sur les prix des actifs avec la prise en compte du bas niveau des primes d'échéance et des primes de risque sur les marchés obligataires. Le FMI s'attend à des réactions sur les marchés compte tenu des écarts de production importants dans un contexte de politiques monétaires très accommodantes. Le FMI attire l'attention sur les conséquences à terme des bas taux sur les compagnies d'assurance.

Sans surprise, l'organisation internationale met en garde contre les dangers des événements en cours en Ukraine, au Moyen-Orient et en Afrique de l'Ouest avec des risques de contagion à l'échelle régionale et mondiale.

Le FMI prend parti pour le maintien de politique monétaire accommodante pour soutenir l'activité au sein des pays avancés. Il demande, en outre, la mise en œuvre de plans d'investissement dans les infrastructures dans certains pays. Il réclame l'application de réformes structurelles pour s'attaquer aux faiblesses mises à jour par la crise, générer de l'investissement et accroître la production potentielle. Il indique que le Japon et la zone euro devraient mener des réformes visant à renforcer la participation au marché du travail et le niveau global de l'emploi, étant donné le vieillissement des populations. Des mesures devraient être également prises pour lutter contre le surendettement privé.

Le FMI réclame également l'adoption de réformes structurelles au sein des pays émergents et des pays en développement afin qu'ils puissent accroître leur productivité en assouplissant les restrictions au commerce et à l'investissement, en éliminant les goulets d'étranglement dans les infrastructures (Afrique du Sud, Inde) et en améliorant le climat des affaires (Indonésie, Russie). Dans d'autres pays (Afrique du Sud, Brésil et Inde), des réformes de l'éducation, ainsi que des marchés du travail et de produits, peuvent contribuer à accroître la participation au marché du travail et la productivité. Enfin, la baisse des prix du pétrole peut offrir une occasion de réduire les subventions énergétiques et de les remplacer par des programmes mieux ciblés,

ainsi que de réformer la fiscalité dans le secteur de l'énergie (y compris dans les pays avancés).

Dernières projections du FMI

La reprise mondiale se poursuit, mais elle est modérée et inégale.
 (variation en pourcentage)

	Projections				Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2015 ¹	
	2013	2014	2015	2016	2015	2016
Production mondiale	3,4	3,4	3,5	3,8	0,0	0,1
Pays avancés	1,4	1,8	2,4	2,4	0,0	0,0
États-Unis	2,2	2,4	3,1	3,1	-0,5	-0,2
Zone euro	-0,5	0,9	1,5	1,6	0,3	0,2
Allemagne	0,2	1,6	1,6	1,7	0,3	0,2
France	0,3	0,4	1,2	1,5	0,3	0,2
Italie	-1,7	-0,4	0,5	1,1	0,1	0,3
Espagne	-1,2	1,4	2,5	2,0	0,5	0,2
Japon	1,6	-0,1	1,0	1,2	0,4	0,4
Royaume-Uni	1,7	2,6	2,7	2,3	0,0	-0,1
Canada	2,0	2,5	2,2	2,0	-0,1	-0,1
Autres pays avancés	2,2	2,8	2,8	3,1	-0,2	-0,1
Pays émergents et pays en développement	5,0	4,6	4,3	4,7	0,0	0,0
Communauté des États indépendants	2,2	1,0	-2,6	0,3	-1,2	-0,5
Russie	1,3	0,6	-3,8	-1,1	-0,8	-0,1
Russie non comprise	4,2	1,9	0,4	3,2	-2,0	-1,2
Asie, pays émergents et pays en développement d'	7,0	6,8	6,6	6,4	0,2	0,2
Chine	7,8	7,4	6,8	6,3	0,0	0,0
Inde	6,9	7,2	7,5	7,5	1,2	1,0
ASEAN-5 ²	5,2	4,6	5,2	5,3	0,0	0,0
Europe, pays émergents et pays en développement d'	2,9	2,8	2,9	3,2	0,0	0,1
Amérique latine et Caraïbes	2,9	1,3	0,9	2,0	-0,4	-0,3
Brésil	2,7	0,1	-1,0	1,0	-1,3	-0,5
Mexique	1,4	2,1	3,0	3,3	-0,2	-0,2
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	2,4	2,6	2,9	3,8	-0,4	-0,1
Arabie saoudite	2,7	3,6	3,0	2,7	0,2	0,0
Afrique subsaharienne	5,2	5,0	4,5	5,1	-0,4	-0,1
Nigéria	5,4	6,3	4,8	5,0	0,0	-0,2
Afrique du Sud	2,2	1,5	2,0	2,1	-0,1	-0,4

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2015.
¹Différence calculée à partir des chiffres arrondis.
²Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

France, en attendant la croissance, il faut s'occuper du déficit...

Mercredi 16 avril, le Gouvernement français a présenté son nouveau programme de stabilité avec la nécessité de dégager, cette année, 4 milliards d'euros de nouvelles économies et 5 milliards supplémentaires l'année prochaine. Il a accepté en partie les conditions de la Commission de Bruxelles qui demandait une réduction plus forte du déficit structurel que prévu initialement. Le Gouvernement a légèrement biaisé en intégrant aux 4 milliards d'euros, 2 milliards d'euros de manque à gagner générés par la moindre inflation. Les économies demandées s'ajoutent aux 50 milliards d'euros prévus dans le cadre du plan 2015/2017. Tous les acteurs publics seront mis à contribution. La liste des économies sera connue à l'automne au moment de la présentation des projets de loi de finances. 2,2 milliards d'euros d'économies devraient être réalisées au niveau des dépenses sociales et 1,2 milliard d'euros par

les collectivités locales. L'effort consenti par les pouvoirs publics français vise à réduire de 0,5 point, en 2016, le déficit structurel quand la Commission européenne demande 0,8 point. L'objectif en termes de déficit public est de 3,8 % en 2015 et de 3,3 % en 2016. Le Gouvernement dispose d'une petite marge grâce au moindre déficit de 2014, 4 % au lieu de 4,3 % du PIB. Cal réduit la hauteur des marches de 2016 et de 2017. Par ailleurs, il peut compter sur la croissance pour améliorer le résultat des deux prochaines années.

**déficits publics retenus
dans le cadre du programme de stabilité**

En % du PIB	Déficit public	Déficit structurel
2014	-4 %	-2 %
2015	-3,8 %	-1,6 %
2016	-3,3 %	-1,1 %
2017	-2,7 %	-0,6 %

Il n'en demeure pas moins que la France devra vivre jusqu'en 2017 avec l'épée de Damoclès de la Commission au-dessus d'elle. Le nouveau délai pour revenir en-dessous des 3 % de déficit public peut apparaître assez confortable d'autant plus que la croissance semble revenir. Néanmoins, la longueur de l'ajustement budgétaire peut avoir un impact négatif sur le climat des affaires. En outre, les marches à franchir en 2016 et 2017 sont importantes. Les économies à réaliser devraient freiner la croissance renaissante.

Par ailleurs, le Gouvernement doit financer des dépenses nouvelles comme celles liées à la lutte contre le terrorisme et les aides en faveur de l'investissement (plan portant sur 500 millions d'euros). Il faut, de plus, prendre en compte les mesures d'allègements fiscaux prévus dans le pacte de responsabilité (0,2 % du PIB par an).

Entre les modes de calcul de l'administration française et Bruxelles, un écart de 11 milliards existe à l'horizon 2017 sous réserve que la France respecte son plan d'économies. Le Gouvernement français et la Commission pourraient être rapidement en conflit car la réduction du déficit structurel est trop faible. Par ailleurs, il n'est prévu jusqu'en 2017 aucune augmentation d'impôt et aucune nouvelle économie par rapport au plan annoncé.

La Commission attend également la France sur le plan des réformes. Le Gouvernement peut mettre en avant la loi Macron, la fusion de la PPE et du RSA, la loi santé, la loi NOTRre sur la nouvelle organisation territoriale et la loi transition énergétique.

Il pourra également compter sur l'éventuelle réforme des régimes de retraite complémentaire et du dialogue social et la renégociation de la convention d'assurance-chômage.

En attendant de sentir le vent de la croissance, les Européens épargnent

L'amélioration du pouvoir d'achat générée par la baisse des cours du pétrole induit, en début de reprise, une hausse du taux d'épargne. Ce phénomène est traditionnel et s'est vérifié à la fin de l'année de 2014.

Selon Eurostat, le taux d'épargne des ménages, corrigé des variations saisonnières est passé de 12,8 à 13 % du revenu disponible brut du 3^{ème} au 4^{ème} trimestre 2014. En revanche, les ménages sont assez sages au niveau de l'investissement dont le taux corrigé des variations saisonnières est resté, à 8,2 %, stable par rapport au trimestre précédent.

Pour la France, le taux d'épargne, selon l'INSEE, a été de 15,5 % du revenu disponible brut en 2014.

Les ménages ont joué la prudence en 2014 en matière de flux financiers avec une prédilection marquée pour l'assurance-vie et les dépôts à vue.

En 2014, les ménages ont effectué 74 milliards d'euros de versements sur des produits financiers contre 77,2 milliards d'euros en 2013. Les dépôts à vue ont progressé de 26,7 milliards d'euros en 2014 contre 16,6 milliards d'euros en 2013.

Les livrets d'épargne ont reculé en flux de 7,3 milliards d'euros en grande partie du fait de la décollecte du Livret A. L'épargne logement a connu une collecte nette de 16 milliards d'euros contre 7,7 milliards d'euros en 2013.

Les actions cotées ont connu un solde net négatif de 10,8 milliards d'euros après -6,4 milliards d'euros en 2013. Les Organismes de Placements Collectifs sont également dans le rouge à -5,2 milliards d'euros. L'assurance-vie et l'épargne retraite sont en revanche en forte hausse passant de + 38,3 à 50,2 milliards d'euros.

La Chine freine

Cela était attendu ; c'est maintenant confirmé, la croissance chinoise décélère. En effet, au premier trimestre, le PIB de la Chine, en rythme annuel, a cru de 7 % contre 7,3 % au quatrième trimestre 2014. Certes, les experts s'attendaient à une croissance inférieure à 6,9 %. La croissance du premier trimestre 2015 est la plus faible enregistrée depuis la crise de 2008/2009. La production industrielle connaît un réel freinage avec une croissance de 5,6 % au mois de mars après une hausse de 6,8 % en janvier/février. Les exportations ont enregistré une chute de 15 % au mois de mars. Les congés du Nouvel An chinois expliquent en partie ce recul. Les importations ont également diminué de 12,3 % ce qui est moins qu'en janvier et février (-20 %). L'excédent commercial s'est contracté de 62 % au mois de mars.

La consommation n'arrive pas à prendre la relève de la demande extérieure. Les ventes de détail ont augmenté de 10,2 % en mars contre 10,7 % en janvier/février. L'investissement n'a augmenté que de 13,5 % sur un an pour la période

janvier/mars. La Chine dispose de capacités de production sous-exploitées qui dissuadent les entreprises d'investir.

Les autorités chinoises ont retenu comme objectif un taux de croissance de 7 % en 2015. Afin de l'atteindre, des mesures d'assouplissement monétaire ont déjà été prises. De nouvelles sont à l'étude afin d'éviter une glissade trop prononcée de la croissance.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Etats-Unis, mais où se cache la croissance ?

Logiquement, la croissance des Etats-Unis doit atteindre cette année 3,1 % mais pour le moment, elle se fait désirer. L'appréciation du dollar a un impact plus fort que prévu et la baisse des cours du pétrole tarde à avoir un effet positif sur les consommateurs. Par ailleurs, elle n'est pas sans incidence sur le repli de l'investissement au sein du secteur productif. Entre novembre et février, les ventes de détail ont reculé de 2,1 %. La dureté de l'hiver n'explique qu'en partie cette diminution. Le rebond du mois de mars, 0,8 à 0,9 %, n'a pas compensé la décrue des mois précédents.

Pour le moment, le consommateur américain n'utilise pas le gain de pouvoir d'achat généré par la baisse du pétrole pour acheter des biens de consommation courante. Il a tendance à rouler plus et acquérir de nouvelles voitures. Ainsi, les ventes des stations-services ont augmenté de 22 % quand les prix ont baissé de 29 % entre le mois de mars 2014 et le mois de mars 2015. Les ventes des concessionnaires d'automobiles sont en progression assez forte (+2,7 % en mars). Néanmoins, l'allègement de la facture énergétique des ménages américains reste conséquent avec un gain représentant 0,9 % de leur revenu disponible brut.

L'autre explication du relatif calme économique de ce premier trimestre provient de la progression du taux d'épargne des ménages qui est passé de 5 à 5,8 % du revenu disponible brut de février 2014 à février 2015.

Cette forte demande se traduit par un repli de la production industrielle de 1 % au premier trimestre 2015. Pour le deuxième trimestre, l'optimisme n'est pas de rigueur. De même, au niveau de la construction, la sortie de l'hiver devrait amener à une augmentation des mises en chantier mais les données d'activité ressortent de manière peu positive pour le moment malgré une amélioration de la confiance des constructeurs.

Finlande, un pays d'Europe du Nord qui n'est pas un modèle

Nokia, le symbole des années 90 de la Finlande fusionne avec l'ancienne star de la télécommunication à la française, Alcatel Lucent afin de créer un leader européen. Cette opération est intervenue à quelques jours des élections législatives en Finlande. Ces dernières interviennent au moment où le pays traverse une grave crise.

La Finlande pratique la politique du consensus. De ce fait, il ne faut pas attendre de grands bouleversements des élections. Le parti du Centre devrait arriver en tête mais sera contraint de construire une coalition sachant qu'un grand nombre de partis seront représentés au sein de l'Assemblée. Durant la précédente législature, 6 partis faisaient parties de la coalition majoritaire.

Le PIB a enregistré une troisième baisse consécutive en 2014 avec un recul de 0,1 %. Une petite hausse de 0,5 % est attendue en 2015. La Finlande pourra compter sur la reprise de la zone euro qui demeure son principal partenaire commercial avec 35 % des exportations. En revanche, le pays est fortement touché par la crise russe. La Russie absorbe plus de 8 % de ses exportations.

Le taux de chômage a fortement augmenté et a atteint 9,2 % en février soit son plus haut niveau depuis 2003.

Si la Finlande a pendant des années fait figure de bon élève en matière de déficit public, ce n'est plus tout à fait le cas maintenant. En effet, la dette publique est passée de 33 à plus de 59 % du PIB de 2008 à 2014.

La nouvelle coalition devra sans nul doute présenter un plan d'économies sachant qu'il n'y a pas en Finlande de tradition pour les politiques d'austérité. En outre, le pays doit faire face à un vieillissement prononcé de la population qui génère une rapide progression des dépenses sociales.

LE COIN DES TENDANCES

Le Français, un angoissé qui ne s'ignore pas

Depuis 15 ans, la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques étudie l'état de l'opinion française sur la protection sociale. Le baromètre 2015 démontre que la crise que la France connaît depuis plusieurs années n'est pas sans incidence sur notre perception de la protection sociale et de la solidarité. Il y a une montée des craintes et une tentation de repli.

90 % des Français se déclarent préoccupés par la pauvreté. 89 % des sondés sont inquiets en ce qui concerne leur pouvoir d'achat. Ils sont 88 % à craindre le chômage et 87 % les retraites. La santé est un moindre sujet de préoccupation. La menace du SIDA recule fortement quand celle du cancer diminue légèrement.

L'angoisse face à la crise financière s'estompe également. Si en 2008, 76 % des Français se déclaraient préoccupés face aux crises financières, ils ne sont plus que 66 % en 2014. Un sommet avait été atteint en 2011 au moment de la crise des dettes souveraines avec un taux de 82 %.

Même si les Français sont d'invétérés pessimistes, ils sont 75 % à juger leur situation plutôt bonne. Ce taux est de 89 % chez les professions libérales et les cadres supérieurs. Il baisse à 64 % chez les ouvriers et à 74 % chez les employés. Mais, cet

optimisme est à relativiser car près de la moitié des Français (46 %) pensent que la situation de leurs parents au même âge était meilleure que la leur. Cette proportion a augmenté de 10 points en 10 ans. Le sentiment de déclassement est fort entre 25 et 49 ans. Il est plus faible chez les retraités et chez les jeunes. Les jeunes actifs sont confrontés aux difficultés de l'insertion professionnelle et aux surcoûts liés à l'arrivée des enfants. Ils rencontrent, en outre, des difficultés pour se loger. Enfin, les parents peuvent renvoyer une image de relative aisance du fait qu'ils sont propriétaires et qu'ils terminent leur carrière professionnelle.

Si la moitié des Français sont optimistes pour leur propre avenir, ils ne sont qu'un tiers à l'être pour leurs enfants.

Si pour le très long terme, les peurs sont nombreuses, il y a une petite amélioration constatée en ce qui concerne l'avenir proche. Indicateur des premiers signes de reprise économique, la menace du chômage est en baisse de 3 points en 2014 par rapport à 2013 et retrouve son niveau de 2010. Néanmoins, 42 % des sondés considèrent qu'il y a un risque de chômage en ce qui les concerne dans les prochains mois.

80 % des Français estiment que leur système de protection sociale peut être considéré comme un modèle. Si trois quart des Français jugent que le système fournit un niveau de protection suffisant, les deux tiers pensent néanmoins qu'il coûte trop cher.

Les Français sont de plus en plus conscients de la nécessité de réformer. 27 % sont pour des changements radicaux (en progression de 9 points par rapport à 2004). 69 % sont pour des réformes mais sans toucher aux fondamentaux du système (-8 points par rapport à 2004).

Il y a une forte remise en cause de la solidarité. En effet, il y a de plus en plus de Français qui estiment que le système ne devrait bénéficier qu'à ceux qui cotisent. 50 % pensent ainsi que les allocations chômage ne doivent être perçues que par les cotisants (+22 points par rapport à 2010). Ils sont 45 % à penser de même pour la retraite (+ 20 points par rapport à 2010) et ils sont également 23 % pour l'assurance-maladie (+13 points par rapport à 2010). Le principe des couvertures universelles semble être contesté à la lecture du sondage de la DREES.

42 % des Français sont favorables à réserver les allocations familiales aux familles ayant un revenu inférieur à 6000 euros. 18 % estiment qu'il faut les maintenir pour tous quand 39 % souhaitent garder le versement à toutes les familles mais en privilégiant les plus modestes. En retenant un seuil de 6000 euros par mois, plus de 95 % des familles ne seraient pas concernées ce qui peut expliquer le taux obtenu. Il est plutôt surprenant que 18 % souhaitent maintenir le caractère non ciblé des allocations familiales. Il faut souligner que la crise a réduit le nombre de partisans de l'universalité des allocations.

En ce qui concerne l'assurance-maladie, les Français plébiscitent leur médecin généraliste, les infirmières, les dentistes. Ils sont plus circonspects vis-à-vis des

urgences, des maternités et des cliniques privées. La proximité et le contact bénéficient des faveurs des Français qui se méfient des institutions.

Pour réduire le déficit de l'assurance-maladie, 84 % des Français souhaitent une limitation des tarifs des professionnels de la santé, 81 % une taxation accrue des médicaments et 68 % une moindre prescription de la part des médecins. Ils ne sont que 15 % à se prononcer pour une moindre prise en charge des longues maladies et 22 % à être favorables à l'augmentation des cotisations.

Les Français souhaiteraient un encadrement des rémunérations. 70 % sont favorables à l'interdiction des rémunérations supérieures à 50 000 euros par mois et 40 % mettent la barre à 10 000 euros.

Quand la musique est bonne tout en ne tournant plus rond

Le monde de l'édition musicale fut le premier touché par le numérique. Vingt ans après l'apparition du format MP3, les majors continuent toujours à se débattre pour retrouver un modèle de développement vertueux. Après avoir essayé de lutter en vain contre la diffusion gratuite des fichiers musicaux, les majors tentent de tirer leur épingle du jeu sur le marché payant du streaming (diffusion de titres en ligne par des applications comme spotify ou deezer). En 2014, selon la Fédération internationale de l'industrie phonographique, les enregistrements numériques et la vente sur supports physiques pèsent le même poids, 46 %, le restant étant assuré par les droits de radiodiffusion. Les revenus du streaming payant ont progressé de 39 % en 2014 à l'échelle mondiale.

Les Etats-Unis restent le premier marché musical avec 3,4 milliards de dollars revenus.

Le marché du streaming pèse à l'échelle mondiale 1,57 milliard de dollars. 41 millions de personnes seraient abonnées à des sites d'écoute de musique en ligne.

Il y a des particularismes assez forts en matière d'écoute de la musique. Ainsi, la Corée du Sud et les pays d'Europe du Nord sont très ouverts au streaming avec une hausse de près de 20 % en 2014. Aux Etats-Unis, le streaming a dépassé la vente de CD et se rapproche des sites de téléchargement comme iTunes. L'Allemagne reste attachée aux CD où ils ont encore progressé de 1,9 %. En revanche, le CD continue de reculer en France (-3,4 %) et au Royaume-Uni (-2,8 %) où le téléchargement progresse tout comme le streaming. En France, le poids de l'accès à la musique gratuite est très fort.

Les majors considèrent les sites de streaming comme peu rémunérateurs en droits. Elles tentent de s'opposer aux versions gratuites. Elles veulent obtenir l'arrêt du streaming gratuit ou à défaut imposer des règles d'utilisation plus contraignantes. Ainsi, les utilisateurs pourraient écouter la musique que durant un temps limité. Cette contrainte peut facilement être contournée en multipliant les comptes. Ils pourraient ne plus avoir accès à la musique à la demande.

Le site Spotify revendique 15 millions d'abonnés pour 60 millions d'utilisateurs actifs. Le site français Deezer compte 5 millions d'abonnés pour 16 millions d'utilisateurs actifs.

Aux Etats-Unis, le nombre d'abonnés payants est également assez faible. Ainsi, l'application Pandora n'en compte que 3,5 millions pour 76,5 millions de comptes actifs.

Youtube s'impose comme le principal fournisseur de musique en streaming. Avec un nombre d'utilisateurs dépassant un milliard de personnes, son modèle ne repose que sur la publicité. Ce site a généré de faibles revenus pour l'industrie musicale.

Vingt ans après le début du tout numérique, le monde de la musique est toujours à la recherche de modèle. Le retour des concerts comme source de financement ne concerne que les artistes reconnus. Pour promouvoir des groupes et des chanteurs, les stratégies marketing deviennent de plus en plus lourdes avec un fort investissement sur les réseaux sociaux et en ayant recours à des influenceurs (des relais d'opinion souvent payés ou sponsorisés qui font la promotion d'artistes...).

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 19 avril 15

Le **FMI** se réunit dans le cadre de sa session de printemps.

A Jakarta, se tient le **forum économique mondial de l'Asie de l'Est**.

Lundi 20 avril

En **Allemagne**, il faudra surveiller **l'indice des prix à la production** et lire le **rapport mensuel de la Bundesbank**. Sur le mois de mars, les prix pourraient avoir augmenté de 0,2 % ramenant le recul en taux annuel de 2,1 à 1,6 % de février à mars.

Au niveau des **entreprises**, il faudra regarder les résultats du premier trimestre de **l'Oréal et d'Unibail**.

L'OCDE publie ses statistiques **sur l'emploi**.

Mardi 21 avril

A **Berlin**, il faudra suivre **la publication de l'indice ZEW** sur le sentiment des investisseurs du mois d'avril. Une amélioration est attendue. Cet indice sera également publié pour l'ensemble de la zone euro.

Pour **l'ensemble des pays de la zone euro**, seront communiqués **les déficits et dettes publiques** de l'année 2014.

Au Japon, il faudra suivre **les résultats de la balance commerciale du mois de mars**. Les importations pourraient avoir fortement baissé, -13 %, quand les exportations seraient en progression de 8,5 % contre + 2,4 % en février. Sur le premier trimestre, la balance commerciale japonaise serait déficitaire.

Au niveau des **entreprises**, il faudra regarder les résultats du premier trimestre de **Schneider Electric, d'Essilor, de Kering, de Publicis et de la FNAC**.

Mercredi 22 avril

Le G7 se réunit toujours sans la Russie.

En **Chine**, il faudra suivre la publication de **l'indice des indicateurs avancés**.

Pour la **zone euro**, sera publié **l'indice de confiance des consommateurs**. Il devrait ressortir en hausse.

En **Italie**, seront communiquées **les ventes industrielles** ainsi que **les ventes de détail** de février.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les reventes de logement** du mois de mars. Une petite progression est envisagée avec 5 millions de ventes contre 4,9 millions au mois de février.

Au niveau des **entreprises**, il faudra regarder les résultats du premier trimestre de **Michelin, de Plastic Omnium, de Zodiac, d'Atos, de Bic, de Teleperformance, de Somfy, de Norbert Dentressangle, d'Eurotunnel et de Transgene.**

Jeudi 23 avril

Pour la **Chine et le Japon** seront communiqués les **indices « PMI Markit manufacturier »** du mois d'avril.

En **Allemagne**, il faudra regarder l'**indice Gfk sur le moral des consommateurs** du mois d'avril. Il devrait ressortir en légère hausse.

Les indices **« PMI Markit manufacturier », « PMI des services » et « PMI composite »** seront également publiés pour **l'Allemagne, la France, la zone euro, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.** Les indices PMI européens seraient tous bien orientés traduisant l'espoir de reprise de la zone euro.

Il faudra suivre, en **Espagne**, les résultats du chômage pour le premier trimestre 2015. Au trimestre précédent, le taux de chômage était de 23,7 %.

En **Allemagne**, la Bundesbank communiquera son rapport mensuel.

En **France**, seront publiés **les enquêtes mensuelles de conjoncture** (industrie, services, bâtiment) et **les indicateurs de climat des affaires et de retournement économique** pour le mois d'avril. L'indicateur sur le climat des affaires pourrait enfin revenir à 100 en progression d'un point par rapport à son niveau de mars.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **la publication des ventes de détail** du mois de mars.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les ventes de logements neufs** pour le mois mars. Les ventes pourraient être en léger recul.

L'OCDE lance son cycle d'examen environnemental en Pologne.

Les résultats du premier trimestre des entreprises suivantes seront communiqués : **Renault, BioMérieux, Pernod-Ricard, Vinci, Valéo, Technip, Seb, Gecina, Compagnie des Alpes.**

Vendredi 24 avril

Il faudra suivre avec beaucoup d'attention **la réunion de l'Eurogroupe** avec à l'ordre du jour la Grèce.

Au **Japon**, sera connu **l'indice de la production industrielle** du mois de février.

En **Allemagne**, seront rendus publics **l'indice IFO sur le climat des affaires** ainsi que ceux sur **les perspectives et sur les estimations courantes** du mois d'avril. Les indices IFO devraient ressortir en légère hausse.

En **Espagne et en Italie**, il faudra regarder **la revue Fichte sur la note de la dette souveraine**.

Aux **Etats-Unis**, seront publiées **les commandes de biens durables** pour le mois de mars. Après un décevant mois de février, une progression est attendue en mars.

Au niveau **des résultats des entreprises** pour le 1^{er} trimestre, il faudra suivre ceux d'**Air Liquide**.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata
Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson
Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.
Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC
De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA
Virement bancaire
SARL LORELLO ECODATA
IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC